

NON AU DÉTRICOTAGE ACCÉLÉRÉ DU SERVICE PUBLIC

## LA FERMETURE DE LA TRÉSORERIE DE NOGENT

=

**MOINS DE PROXIMITÉ  
MOINS DE SERVICES**

**PLUS DE DÉPLACEMENTS  
PLUS DE PROBLÈMES  
PLUS DE DÉPENSES**

pour les usagers et les collectivités

**ET DEMAIN ?**

La POSTE, la PHARMACIE, le COLLÈGE .....

**RÉAGISSONS ENSEMBLE**

**ET DÉFENDONS NOS SERVICES DE PROXIMITÉ**

Les Maires de toutes les communes concernées (\*) invitent la population à manifester massivement

**EN VOUS MOBILISANT AUX CÔTÉS DE VOS ÉLUS**

**Le Samedi 30 juin 2018 à 10h30**

**Place de la Mairie à NOGENT**

**EN SIGNANT LA PÉTITION**

déposée dans chacune de vos mairies

(\*) M. ANDRÉ, Maire de Biesles ; J-L BENOIT, Maire de Forcey ; O. BILLIARD, Maire de Poulangy ; G. GEORGEMEL, Maire de Mandres-la-Côte ; J. GILLET, Maire de Lanques-sur-Rognon ; P. HUMBLLOT, Maire de Cuves ; R. KLEIN, Maire d' Esnouveaux ; J-M KONARSKI, Maire de Poinson-les-Nogent ; A-M LALLEMAND, Maire de Louvières ; D. MICHEL, Maire de Vitry-les-Nogent ; C. MOUSSU, Maire de Ninville ; A-M NÉDÉLEC, Maire de Nogent ; D. PETIT, Maire de Consigny ; D. RENARD, Maire de Thivet ; F. TROMPETTE, Maire de Sarcey ; G. URSCHER, Maire d'Ageville.

Et les communes associées de Donnemarie, Essey-les-Eaux, Odival, Le Puits des Mèzes

MANIFESTATION SAMEDI 30/06/2018 NOGENT 10H30  
PLACE DE LA MAIRIE

Madame, Monsieur, Cher(e)s administré(e)s,

le terme « perception » rime souvent avec « impôt » et n'est donc pas très populaire. Et pourtant !

Une perception c'est aussi des explications, des réclamations, des dépôts, un étalement des paiements, des versements, du conseil, et pour vos communes une aide et un suivi indispensables face à des procédures de plus en plus complexes.

**Malgré cela, la Direction des Finances Publiques a décidé, BRUTALEMENT ET SANS AUCUNE CONCERTATION, de fermer 4 trésoreries (perceptions) en Haute-Marne dont celle de NOGENT dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019.**

16 communes sont directement concernées (20 avec les communes associées) - voir au dos -

Les arguments avancés ne tiennent pas :

- *la baisse d'activité* : elle a été soigneusement orchestrée (réduction des horaires, obligation de payer par carte bancaire, de recourir à internet, etc...). **Il n'y a pas moins de besoin mais il y a volontairement moins de service.**

- *Les réformes en cours (taxe d'habitation, retenue à la source) vont rendre inutile la présence d'une trésorerie* : nous croyons au contraire qu'elles vont multiplier le besoin en matière d'informations et d'explications.

- *La dématérialisation* : plus besoin de se déplacer, plus besoin d'interlocuteur !

Il est faux de croire- ou de faire croire – que tous les usagers sont bien équipés et très à l'aise avec le numérique. La dématérialisation des cartes grises et cartes d'identité en est une preuve, et est loin d'être une réussite ! il est IMPOSSIBLE de s'expliquer avec une machine !!

- *L'économie réalisée* : c'est un leurre !

L'Etat ne veut plus payer de loyer pour des locaux dont il a demandé aux communes l'aménagement mais il nous pousse à créer et à faire fonctionner des Maisons de Services au Public, encore payées par les communes ! ce qui signifie de nouvelles dépenses pour le contribuable.

- *Une trésorerie par intercommunalité* : c'est à la fois stupide et arbitraire !

L'étendue, le nombre de communes, le nombre d'habitants ne sont pas pris en compte.

Et ne croyez pas que la trésorerie de Chaumont disposera de moyens supplémentaires pour absorber les 16 communes et les presque 8 000 habitants ; ce qui signifie des délais beaucoup plus longs, plus d'interlocuteur facilement joignable, des déplacements plus nombreux.

**C'est une méconnaissance totale des collectivités et des usagers du milieu rural  
Le public le plus fragile sera une nouvelle fois le plus pénalisé**

L'État ne peut pas tenir un double langage en annonçant des réformes visant à « un service public plus efficace, plus proche de nos concitoyens » et qui doivent « leur simplifier la vie dans leurs relations avec les administrations » alors que dans le même temps, il mène une politique de fermeture des services de proximité dans nos territoires ruraux !

Et demain ? Pourquoi pas une pharmacie ou un seul collège par intercommunalité ?

**TOUS ENSEMBLE IL FAUT DIRE : ça suffit !**